

Motion politique – Congrès PDE à Rome

Réuni en Congrès à Rome le 14 octobre 2022, le PDE a adopté la motion politique qui suit.

1. La guerre en Ukraine

- i. Le Parti Démocrate européen (PDE) réitère de la manière la plus formelle sa condamnation de l'invasion des troupes russes en Ukraine, au mépris de droit international, de la Charte des Nations Unies et des principes constitutifs de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE).
- ii. Le PDE dénonce la stratégie et les comportements des envahisseurs à l'égard de la population Ukrainienne : destruction massive et délibérée des bâtiments civils et des habitations, exécutions sommaires de citoyens désarmés, séquestrations et tortures, traitements inhumains et dégradants dont sont victimes en particulier les femmes, et même l'enlèvement d'enfants.
- iii. Le PDE considère que la mascarade des soi-disant référendums de demande de rattachement à la Russie de quatre régions situées le long de la frontière orientale rend nécessaire et urgente la mise en œuvre de nouvelles sanctions renforcées (financières, économiques, industrielles, restrictions de la liberté de circulation, gel et saisie des avoirs) ; Le PDE salue, à cet égard, le huitième paquet de sanctions adopté par l'Union européenne.
- iv. Le PDE est partisan d'un renforcement important et rapide du soutien militaire des pays européens à l'armée ukrainienne ; l'objectif est d'aider les forces ukrainiennes qui sont déjà à l'offensive en ce moment, à reconquérir le maximum de territoires annexés illégalement et frauduleusement par la Russie de Vladimir Poutine, avant que les troupes russes d'invasion soient renforcées par les 300 000 hommes recrutés dans le cadre de l'opération de mobilisation partielle, actuellement en cours.
- v. Le PDE souligne la nécessité de contrecarrer les manœuvres de la Russie de Vladimir Poutine visant à déstabiliser certains Etats européens et à diviser les Etats membres de l'UE en vue de les satelliser et de détruire la force d'attraction de l'Union. À cette fin, le PDE soutient la création d'une Communauté politique européenne, lancée par le Président Emmanuel Macron, pour resserrer les liens entre les Etats membres, les Etats déjà engagés dans les négociations d'adhésion et les autres Etats européens, qu'ils soient ou non désireux de déposer leur candidature à l'avenir. Ainsi peut être créée une Communauté européenne des démocraties qui pourront coopérer dans des domaines d'intérêt commun et réorganiser l'architecture de stabilité et de sécurité continentale.

Le PDE se félicite du succès de la première réunion qui s'est tenue à Prague le 6 octobre.

- vi. Le PDE considère qu'un des points à mettre à l'ordre du jour de cette Communauté politique serait de chercher un consensus des démocraties européennes et un appui international afin de poursuivre les auteurs responsables des crimes de guerre commis en Ukraine.

2. Notre combat pour une Europe souveraine dans un paysage politique préoccupant

La situation politique en Italie

- i. Le PDE se félicite des résultats d'Italia Viva aux dernières élections ainsi que la création, avec Azione, du mouvement « Renew Italy ». Nous sommes à côté de nos alliés italiens pour construire une vraie alternative à une extrême droite désormais au pouvoir et à une gauche de plus en plus conservatrice. Les élections européennes de 2024 seront l'occasion d'augmenter notre consensus et notre influence en tant que force centrale et réformatrice, en Italie et en Europe. D'où l'importance d'avoir un nouveau mouvement pro-européen comme « Renew Italy » qui défend notre vision pour une Europe plus forte, souveraine et démocratique.
- ii. En effet, d'un côté, le Parti populaire européen est de plus en plus un partenaire d'appoint, utilisés par les extrémistes pour accéder au pouvoir, comme on le voit à Rome et à Stockholm ; de l'autre côté, la gauche s'affaiblit et regarde de plus en plus à des alliances avec des forces populistes et extrémistes. Le PDE considère, et ce depuis de nombreuses années, qu'en s'unissant face aux populistes et aux eurosceptiques, les forces centrales pro-européens deviendront de plus en plus le moteur de la relance européenne : c'est notre grand défi en vue des élections européennes de 2024.

La situation politique en Europe

- i. La montée des extrêmes et des populistes n'est pas propre à l'Italie avec l'arrivée au gouvernement de Giorgia Meloni, mais est visible à l'échelle européenne. En Suède, l'extrême-droite est au seuil du pouvoir. En Allemagne, les résultats du parti populiste Alternative für Deutschland ont progressé dans plusieurs élections. En France, l'extrême droite change sans cesse de nom et de dirigeant, tout en mettant en sourdine sa rhétorique « Frexit » depuis le retrait du Royaume-Uni. Cependant, elle conserve le même programme extrémiste : pousser à une France repliée sur elle-même et à la fin de l'UE telle que nous la connaissons. L'extrême-gauche a aussi progressé, mais bien que son habillage soit différent, elle souscrit aussi à un programme anti-européen.
- ii. Le PDE rappelle que les dangers d'une majorité absolue obtenue par les extrêmes politiques sont bien connus : ils se croient alors tout permis, oublient l'équilibre des pouvoirs, érodant l'indépendance de la justice, portant atteinte aux droits fondamentaux, comme le droit à l'avortement, et mettant en pièces les valeurs communes de l'Europe (égalité, justice, État de droit, le respect mutuel et l'ouverture aux autres).

- iii. Pour le PDE, une nation repliée sur elle-même est une mauvaise nouvelle pour l'Europe et ses citoyens. Une Italie menée par Giorgia Meloni est une mauvaise nouvelle pour l'Europe. Une Suède plus extrémiste abîme l'Europe. Une Allemagne affaiblie fragilise l'Europe. Pourtant, une victoire pro-européenne en France, consacrée par la réélection d'Emmanuel Macron comme Président, est une victoire pour l'Europe. En effet, nous vivons dans un monde interdépendant et il n'y a pas, notamment dans l'UE, d'élections purement nationales. Toute élection nationale, dans notre Union, a un impact sur tous les autres car nos économies, nos quotidiens, notre prospérité, nos démocraties et notre avenir en tant qu'Européens sont inextricablement liés.

La souveraineté européenne

- i. Les événements récents – la pandémie, la guerre en Ukraine et la raréfaction consécutive des ressources énergétiques – ont démontré que l'Union comme telle et particulièrement certains Etats membres sont très démunis pour faire face aux défis actuels parce qu'ils sont trop dépendants d'un ou de fournisseurs extérieurs peu fiables ou même hostiles.
- ii. Pour le PDE, l'Union et ses États membres ont la responsabilité historique de préparer et de mettre en œuvre des plans stratégiques capables d'assurer progressivement la sécurité d'approvisionnement dans les secteurs essentiels à leur action et à leur développement futur. Ces secteurs sont : la sécurité, l'énergie, la sécurité alimentaire/sûreté alimentaire, la santé, les technologies de pointe, les infrastructures du futur, entre autres.
- iii. Dans le contexte actuel, un plan pour la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'UE et de ses états membres revêt une véritable priorité. Ce plan, devrait, à tout le moins :
 - a. Fixer des objectifs contraignants (éventuellement modulés selon les Etats membres) à atteindre par étapes, pour accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global ;
 - b. Renforcer la mutualisation et la gestion commune des infrastructures énergétiques sur l'ensemble du territoire de l'Union. Cela suppose un plan commun d'investissements sur trois ans pour structurer et boucler le réseau électrique européen, d'une part ; et rapprocher les gestionnaires nationaux pour arriver à une gestion harmonisée des opérations.
 - c. Favoriser la recherche de solutions innovantes en vue de renforcer l'efficacité énergétique ;
 - d. Dans l'immédiat, astreindre tous les Etats membres à remplir les réserves stratégiques de gaz avant chaque hiver.

- iv. Notre combat pour une Europe souveraine se trouve dans une situation politique inquiétante. Sans une véritable armée européenne, les Européens ne pourront pas se défendre. Les menaces aux frontières de l'Europe se multiplient et nous ne pouvons pas nous appuyer uniquement sur les États-Unis.

La politique étrangère et de sécurité européenne doit être encore plus renforcée, tant au sein de l'UE qu'entre les États membres. Davantage d'élaboration de stratégies, davantage de coordination - tels doivent être nos objectifs. L'Europe ne peut pas seulement rétablir la paix et promouvoir la démocratie auprès de ses voisins ; elle doit avant tout devenir plus résistante face à toutes sortes de crises politiques. Pour cela, il faut donner un nouvel élan à la politique étrangère commune. Il faut créer encore plus de confiance entre les pays européens pour que les décisions communes ne soient pas entravées par les intérêts de sécurité nationale.

- v. Le PDE souligne que, compte tenu de la poursuite de l'agression russe en Ukraine, la sécurité alimentaire, non seulement dans l'UE mais aussi dans les pays tiers, et les prix des denrées alimentaires devraient être une priorité majeure. Le PDE se félicite des mesures prises jusqu'à présent, telles que la levée de l'embargo sur les ports de la mer Noire, les « voies vertes », les dérogations aux règles de conditionnalité et les interventions sur les marchés, mais souligne que d'autres mesures sont nécessaires, notamment en ce qui concerne la hausse des prix des engrais ; le PDE attend avec impatience la communication de la Commission européenne sur les engrais, qui devrait constituer la base de la stratégie de l'UE en matière d'engrais, et souligne que celle-ci devrait également inclure la levée des droits antidumping sur les engrais produits dans des pays tiers.

3. Une nouvelle phase pour le Parti Démocrate européen

- i. Lors de sa création en 2004, le PDE plaidait déjà pour une « nouvelle voie centrale » en politique européenne. Le PDE était en avance sur son temps car aujourd'hui, nous continuons à rejeter la fausse dichotomie entre les partis traditionnels et les extrêmes. 18 ans plus tard, les Démocrates européens sont le pilier central, avec nos amis libéraux, de la nouvelle alliance centrale "Renew Europe".
- ii. Notre groupe au Parlement européen est devenu incontournable et il est à l'origine d'avancées très importantes depuis 2019, telles que la nouvelle conditionnalité pour l'état de droit (pas de fonds européens à ceux qui ne respectent pas les valeurs européens), le Pacte vert pour l'Europe, le Plan de Relance, l'introduction des listes transnationales et la Conférence sur l'avenir de l'Europe, première exercice de participation citoyenne directe à l'échelle continentale.
- iii. Le PDE continuera à se battre pour une démocratie européenne renforcée, véritablement transnationale et souveraine. Nous attirerons de nouvelles personnes et de nouvelles idées en politique, de la société civile aux entrepreneurs, des étudiants aux agriculteurs, et beaucoup d'autres. Nous agrandirons notre famille politique pour promouvoir notre projet d'avenir de Rome à Rotterdam, de Brno à Bilbao, de Ljubljana

à Larnaca, de Venise à Vilnius, de Madère à Munich, et de Strasbourg à Santa Cruz de Tenerife.

Et nous poursuivrons notre unité dans la diversité dans le plein respect des différentes identités et à travers un ancrage de plus en plus territorial. En effet, notre mouvement, comme ceux de nos partis membres, est profondément ancré au niveau local et régional, et nous l'avons démontré aujourd'hui avec un Sommet des Maires Démocrates à Rome.

- iv. Aujourd'hui, le PDE entre dans une nouvelle phase. D'ici aux prochaines élections européennes de 2024, notre objectif est de devenir la seule véritable alternative aux extrêmes. Dans chaque pays et à chaque élection où nous sommes présents, nous ferons tomber, morceau par morceau, le barrage des populistes qui assèche l'Europe.
- v. Le PDE portera ces combats, luttera pour défendre les valeurs de l'Union et sera le porte-drapeau des réformes européennes.